

OUVERTURE DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU MOUVEMENT EL BINAA EL WATANI

Mustapha Belmehdi appelle à une élection transparente en 2017

Le président du Mouvement El Binaa El Watani, Mustapha Belmehdi a appelé le gouvernement hier lors de l'ouverture de l'université d'été de son parti, à réunir les conditions pour une élection transparente en 2017, seule rempart, à ses yeux, contre les dérives dans ce contexte de crise économique et d'instabilité régionale.

En effet, Mustapha Belmehdi qui a estimé que cette échéance politique est à même de redéfinir la carte politique, a indiqué qu'il est temps de se débarrasser de ce vestige de la colonisation française en Algérie qui est la fraude électorale. «Il faut saisir cette occasion pour consolider le pluralisme

et la démocratie. Tout le monde doit contribuer à garantir la transparence de cette élection et protéger les voix des citoyens afin de prémunir la société contre le désespoir», a-t-il ajouté. Par ailleurs, le chef de file de ce parti – dont le noyau dur, faut-il le rappeler, est sorti des entrailles du MSP, après

une première expérience aux côtés d'Abdelmadjid Menasra au sein du Front du changement –, a appelé le gouvernement à «clarifier les réformes du système éducatif». Mustapha Belmehdi, qui dit avoir été saisi par des syndicalistes du secteur de l'éducation, a estimé que «le flou qui entoure certaines de ces réformes est source d'inquiétude pour son parti.

«Nous sommes inquiets pour l'avenir de la langue arabe», a-t-il déclaré. Et d'ajouter : «Nous attendons le résultat des réunions que tiennent les syndicats, nous les appuierons dans leur

démarche».La cérémonie d'ouverture de l'université d'été du Mouvement El Binaa El Watani, prévue à Cap Djinet dans la wilaya de Boumerdes, a été tenue à l'annexe de l'APC des Eucalyptus à Alger. Y ont pris part des représentants des partis Ennahdha, El Islah et le FLN, respectivement Mohamed Douibi, Filali Ghouini et Beghji Abouelfadhl.

Cette université d'été du Mouvement El Binaa El Watani se déroulera sur cinq jours et abordera, selon son directeur Said Nefissi, quatre principaux thèmes à savoir, la

préparation de l'élection législative de 2017, l'examen des réformes du système éducatif, la crise économique qui secoue le pays à cause de la dégringolade des prix du pétrole et la situation régionale marquée par l'instabilité politique et la menace du terrorisme.

«Elle clôture un cycle de campings et d'universités thématiques organisés au long de la saison estivale dans divers localités du littoral», a-t-il noté, rappelant que ces campings sont au cœur de l'action de formation du mouvement.

L. H.

LE POLISARIO AVERTIT LA FRANCE ET LES ROYAUTÉS DU GOLFE PERSIQUE :

«Le Maroc procède à une escalade dangereuse»

Devant les quelque 410 militants du Front Polisario et cadres de la RASD, qui clôturaient leur 7^e université d'été à Boumerdès, Abdelkader Taleb Omar, membre du Secrétariat national de ce front et Premier ministre de la République arabe sahraouie démocratique, a fait usage de langage direct, dans son intervention pour, d'une part, désigner, en premier lieu, le royaume du Maroc, lequel viole le cessez-le-feu, en cours depuis 15 octobre 1991, au Sahara occidental et ses appuis que sont la France et les royautes du Golfe persique et d'autre part, alerter l'opinion publique internationale sur les risques que fait courir le

Maroc sur la région du Nord/Ouest de l'Afrique.

«Le régime colonial marocain après l'échec de la politique d'expansion, politique qui a rencontré un refus net de la part de la communauté internationale, ce qui le met dans une situation d'isolement, voilà que le Maroc agit d'une manière inconsidérée basant sa politique sur des menaces et l'escalade.

Il s'est en effet attaqué aux Nations-Unies et son secrétaire général après avoir expulsé les membres de la Minurso. Concernant justement la Minurso, après avoir accepté le principe du retour de ses membres, le

régime entrave toujours cette action. Plus grave, le Maroc viole les termes du cessez-le-feu d'une manière délibérée. Cette violation s'est déroulée à Guerguerat et s'est concrétisée par la sortie des forces armées marocaines en dehors de la ligne de démarcation pour aménager une route.

Cette violation vise à changer les données topographiques sur le terrain par rapport à ce qui était convenu dans l'accord du cessez-le-feu.

Par ailleurs, le Maroc poursuit ses actions dangereuses, notamment l'obstruction préméditée du processus politique.» Devant cette situation qu'il estime dangereuse, le membre du

Secrétariat national du Front Polisario et Premier ministre de la RASD s'en remet à l'ONU pour agir avant que la maîtrise des problèmes ne lui échappe.

«Cette situation impose plus que jamais à l'Organisation des Nations-Unies, et tout particulièrement le Conseil de sécurité, des actions urgentes pour mettre fin à cette politique d'escalade de la part du Maroc. Il y va de la crédibilité du Conseil.»

Taleb Omar réaffirme la disponibilité du Polisario à collaborer avec l'ONU et son envoyé spécial Christopher Ross pour arrêter la date du référendum juste et transparent qui

garantit le droit au peuple sahraoui à l'autodétermination.

«Cette détermination à collaborer avec l'ONU pour la tenue de ce référendum ne nous empêche pas de continuer par tous les moyens légitimes à lutter en faveur des droits de notre peuple confisqués par le régime colonialiste marocain», dira le Premier ministre de la RASD en conclusion de ce chapitre. Par la suite, l'orateur est revenu sur les péripéties vécues par l'Union africaine à cause de l'intrusion du Maroc dont le roi a tenu un discours, jugé méprisant par le conférencier, à l'endroit des peuples et des Etats africains.

Après avoir salué le verdict rendu par la cour de justice de l'Union européenne, interdisant aux pays européens d'importer des produits agricoles du Sahara occidental car, cette instance judiciaire estimait que le Maroc ne détient aucune souveraineté sur ce territoire, le Premier ministre du gouvernement sahraoui a dénoncé le comportement de certains pays, européens, au passé colonialiste et qui sont impliqués dans le pillage des richesses naturelles sahraouies.

LE ROI DU MAROC ET SON ÉNIGMATIQUE NOUVEAU TON ENVERS L'ALGÉRIE

Le renard devenu prêtre

Tout comme un renard ne peut devenir prêtre ou imam, un discours ne peut se substituer à la légalité internationale.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Dans son dernier discours à ses sujets, Mohammed VI a évoqué l'Algérie sans recourir à l'invective, aux insinuations et aux insultes par-dessous le pantalon, comme à son habitude.

Il n'a pas non plus — une première — parlé du Sahara occidental et de son «éternelle marocanité». Ce qui est une autre surprise. Pour autant, faut-il y déceler une quelconque évolution raisonnable du palais envers ses deux voisins «éternels» que sont

l'Algérie et le Sahara occidental ? La réponse est, évidemment, non ! Eclairages. Coincé qu'il est au niveau régional et international sur le dossier sahraoui et face aux nombreuses victoires diplomatiques et politiques des Sahraouis, Mohammed VI louvoie, cherche du répit, tente des diversions et fait le dos rond en attendant des jours plus cléments.

En se livrant à des courbettes vis-à-vis de l'Algérie, le patron du Makhzen vise deux buts. Obtenir d'Alger une représentation de haut niveau pour la COP de Marrakech, cadeau de Hollande, et une attitude pas trop agressive pour son entrée à

l'Union africaine. Après avoir tenté le bluff et le coup de force lors du Sommet de Kigali, Rabat se rend à l'évidence que l'Union africaine n'est pas l'OUA et que toute nouvelle adhésion obéit à des démarches précises et cherche de la clémence de la part de l'Algérie, l'un des pivots de l'organisation panafricaine avec le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Angola, le Mozambique, tous acquis à la cause sahraouie.

Confondant diplomatie et malice malsaine, Mohammed VI, qui est à la diplomatie ce que Ploum-Ploum est au parfum, croit qu'avec ce seul subterfuge, il trompera son monde.

Fondamentalement, pourtant, rien n'a bougé côté marocain, sauf, sans doute, le nouveau ton adopté lors du dernier discours, dû au fait que le

Maroc a trouvé à qui parler. Ni l'Algérie, ni l'UA, ni l'ONU, ni la Cour européenne de justice, encore moins la République sahraouie, n'ont été impressionnées par le Maroc sur l'affaire du Sahara occidental, Rabat bat en retraite.

Le seule indice probant qui indiquerait que le Maroc fait amende honorable et susceptible d'être pris au sérieux est la reprise immédiate des pourparlers avec le Polisario et l'application sincère et sans triche des résolutions de l'ONU avec comme point culminant, une date précise pour le référendum des populations sahraouies.

Un renard ne peut devenir prêtre et un discours ne peut se substituer à la légalité internationale.

A. M.

La France participe au pillage des richesses sahraouies

En premier, Taleb Omar cite la France qu'il interpelle en ces termes. «Nous demandons à la France de cesser son soutien à la politique colonialiste du Maroc au Sahara occidental. Ce soutien est un moyen utilisé par ce pays pour défier les Nations-Unies. Vu son statut et ses responsabilités sur la stabilité mondiale, il est exigé d'elle de jouer un rôle positif dans ce conflit.»

Abachi L.

A la mémoire de nos cinq enfants

23 août 1998 - 23 août 2016



Hichem

Jamyl

Lyes

Mehdi

Yacine

Qui pourrait oublier, taire ou pardonner le crime de son enfant ? Comment faire son deuil lorsqu'on ne sait pas, depuis ce 23 août 1998 à ce jour, qui a commis ce crime horrible sur des enfants, des adolescents. Il n'y a que ceux qui ont vécu ces pires moments qui pourront vous dire ce qu'ils ressentent à chaque anniversaire de ce jour maudit où le crime a été commis. A ces criminels, qu'ils sachent qu'ils ne seront jamais en paix, que nous survivrons à nos douleurs parce qu'ils paieront leurs crimes contre des innocents, quoi qu'ils fassent, là où ils iront.

Aux âmes généreuses et à ceux qui compatissent avec nous, nous ne demandons qu'une pensée pieuse pour nos cinq enfants et à toutes les victimes innocentes de barbares d'un autre temps.

Mesbah Abdelmadjid
madmes@hotmail.com